

# CENTRAFRIQUE



## Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français et sango

Superficie : 622 980 km<sup>2</sup>

Population : 4,7 millions d'habitants

Densité : 7,6 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 1,7 %

Part de la population urbaine : 41,8 %

## Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 184<sup>e</sup>/190

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 188<sup>e</sup>/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,6/6

Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 6/100

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 4,3 (4,3 pour l'ASS <sup>1</sup>)

PIB par habitant (2019) : 467,9 dollars

Taux de croissance (2019) : 4,3 %

Inflation (2019) : 2,8 %

PIB (2019) : 1 301,1 milliards de francs CFA

### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



<sup>1</sup> Afrique subsaharienne.

## Développement humain et infrastructures

 **52,8 ans**  
Espérance de vie

 **66,3 %**  
Population sous le seuil de pauvreté

 **46,3 %**  
Accès à l'eau potable

 **11,0 %**  
Mortalité infantile

 **56,2**  
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **32,4 %**  
Accès à l'électricité

 **37,5 %**  
Malnutrition infantile

 **37,4 %**  
Alphabétisation des adultes

 **32,3**  
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **45/100**  
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **13,7 %**  
Population de 15 ans et + disposant d'un compte en banque

 **64,4 %**  
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

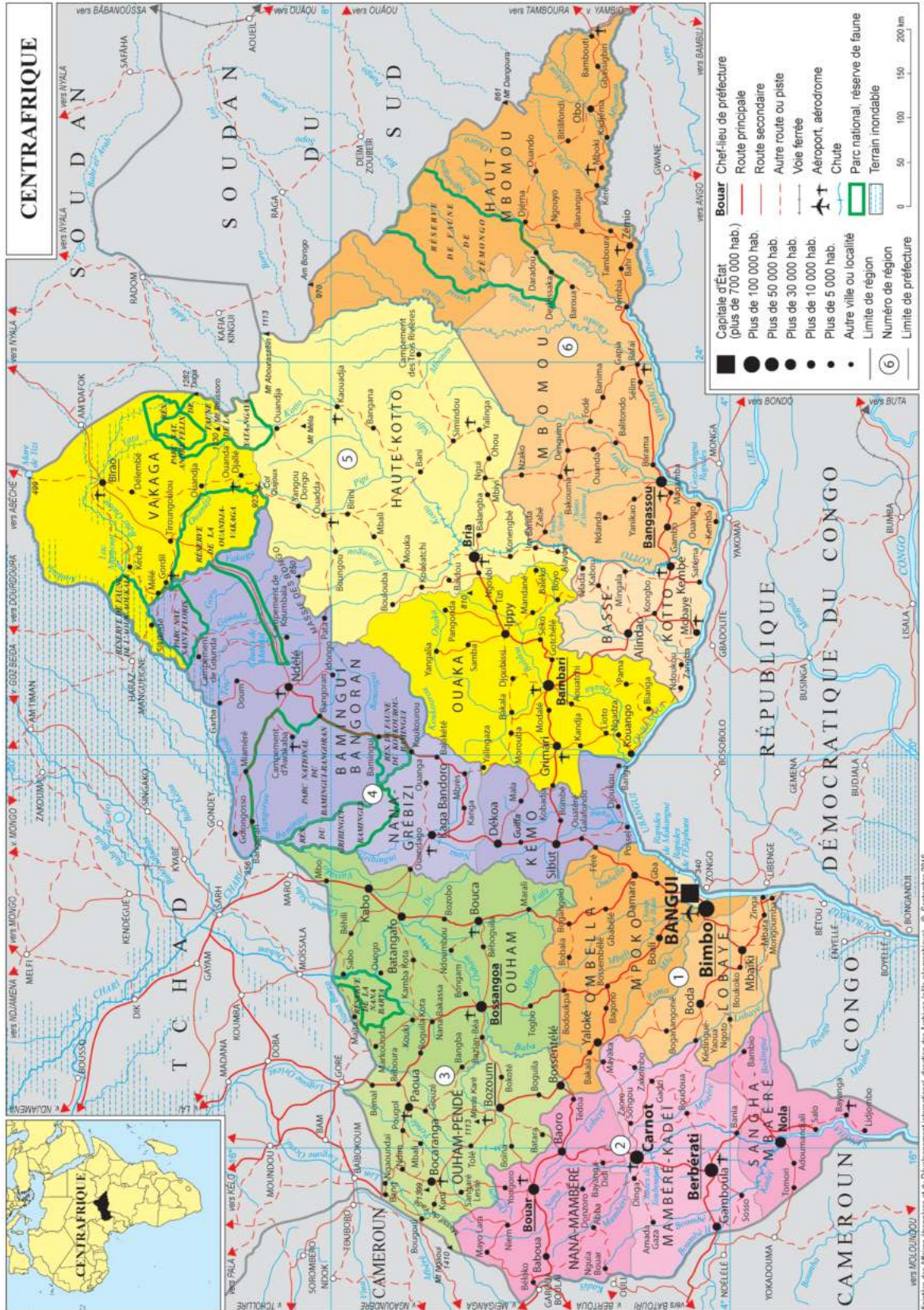
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France 2019](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

- Fortement affectée par la crise politique et sécuritaire qui avait touché l'ensemble du pays en 2013, entraînant un recul du produit intérieur brut (PIB) de 37,8 %, et malgré la poursuite d'affrontements dans certaines parties du pays, **l'activité économique a continué sa consolidation en 2019 pour atteindre 4,3 %**, tirée notamment par le secteur primaire. La relative amélioration des conditions de sécurité, et donc de circulation, a permis de limiter les tensions inflationnistes, la progression des prix s'établissant à 2,8 % en moyenne annuelle en 2019.
- L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), signé le 6 février 2019 par le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés, sous l'égide de l'Union africaine, a permis **une relative stabilisation de la situation politique et sécuritaire du pays, favorable à la reprise de l'activité économique**. Cependant, l'éclatement d'incidents sporadiques souligne la précarité de la situation. À cet égard, l'élection présidentielle du 27 décembre 2020, avec la victoire pour un second mandat du président Faustin-Archange Touadéra, s'est déroulée dans un contexte de fortes tensions, avec des groupes armés menaçant d'entrer dans la capitale.
- **La crise de la Covid-19 vient cependant freiner le redressement du pays et les conséquences économiques et sociales de la pandémie seront significatives**. La croissance devrait ralentir à 0,5 % en 2020, tandis que le taux d'inflation devrait atteindre 3,7 %. L'insécurité alimentaire connaît une progression marquée, avec 2,36 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim sur la période mai-août 2020 selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization – FAO*), contre 1,6 million dans les prévisions initiales. En outre, si la Centrafrique a jusqu'ici été relativement épargnée par la Covid-19 d'un point de vue épidémiologique (environ 4 800 cas et 60 décès à fin décembre 2020 selon le Gouvernement), le pays reste particulièrement vulnérable en cas d'aggravation de l'épidémie au vu des capacités limitées des infrastructures de santé.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

**La Centrafrique est un des pays les plus pauvres du monde, classé avant-dernier sur l'indice de développement humain 2019 du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud)**. Si le pays dispose d'importantes ressources minières et agricoles, les troubles politiques et sécuritaires ont longtemps freiné la croissance économique. Les difficultés d'approvisionnement liées à ces troubles ont en outre alimenté les tensions inflationnistes. À partir de 2016, l'inflation a dépassé le plafond de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) fixé à 3 %. Depuis 2018, elle est repassée au-dessous de ce plafond et reste maîtrisée grâce à la stabilisation relative des conditions de sécurité qui ont permis d'améliorer l'approvisionnement.

**L'économie centrafricaine repose essentiellement sur le secteur primaire, qui représente plus d'un tiers du PIB en moyenne sur la période 2015-2019**. Le secteur primaire est notamment porté par les cultures

vivrières (manioc, maïs et arachide), l'élevage (7,7 % du PIB sur 2015-2019 et un secteur riche en emplois), les cultures industrielles (café, coton et tabac), mais surtout par une production de bois en forte croissance depuis 2015 (en dépit d'un ralentissement conjoncturel en 2019). Les exportations de bois comptent ainsi pour 64,2 % des exportations totales du pays sur la période 2015-2019. Le pays dispose enfin d'abondantes ressources aurifères et diamantifères, mais leur localisation, principalement dans des régions peu sécurisées, a favorisé le commerce illicite et pesé sur les exportations de la filière. Le commerce international de diamants bruts est soumis au « processus de Kimberley » visant à certifier qu'il ne finance pas des conflits armés. Sous embargo depuis 2013, partiellement levé en 2015, les exportations de diamants n'ont ainsi représenté que 3,5 % des exportations de la Centrafrique sur la période 2015-2019.

**Tandis que le secteur industriel demeure relativement peu développé, le secteur tertiaire représente une part importante du PIB et connaît une progression continue**. Le secteur industriel contribue à 21,7 % du PIB en moyenne sur 2015-2019. Le secteur de

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Centrafrique

	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Bois</b>					
Production de grumes et sciages (en milliers de m <sup>3</sup> )	348,7	433,8	561,0	631,6	613,0
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m <sup>3</sup> )	153,1	220,5	317,2	370,5	318,0
Prix à l'exportation des grumes (en milliers de francs CFA par m <sup>3</sup> )	156,3	174,7	165,7	160,9	171,9
<b>Diamants bruts</b>					
Exportations (en milliers de carats)	0,0	12,6	59,8	80,3	25,3
Prix à l'exportation (en milliers de francs CFA par carat)	105,8	106,0	88,0	62,3	109,8
<b>Café</b>					
Exportations (en milliers de tonnes)	3,0	4,8	1,0	2,5	2,0
Prix à l'exportation (en francs CFA par kg)	657,8	660,0	714,2	725,2	693,5
<b>Coton fibre</b>					
Exportation (en milliers de tonnes)	0,6	0,2	0,7	1,2	0,4
Prix à l'exportation (en francs CFA par kg)	699,6	700,0	772,8	807,3	726,1
<b>Manioc</b> (en milliers de tonnes)	<b>540,0</b>	<b>553,5</b>	<b>563,2</b>	<b>577,2</b>	<b>609,0</b>
<b>Maïs</b> (en milliers de tonnes)	<b>140,6</b>	<b>144,1</b>	<b>147,7</b>	<b>151,4</b>	<b>159,7</b>
<b>Arachide</b> (en milliers de tonnes)	<b>137,4</b>	<b>140,9</b>	<b>143,0</b>	<b>146,6</b>	<b>154,6</b>
<b>Bétail</b> (cheptel en milliers de tête)	<b>25 788,1</b>	<b>26 600,0</b>	<b>29 111,0</b>	<b>31 961,0</b>	<b>39 556,3</b>

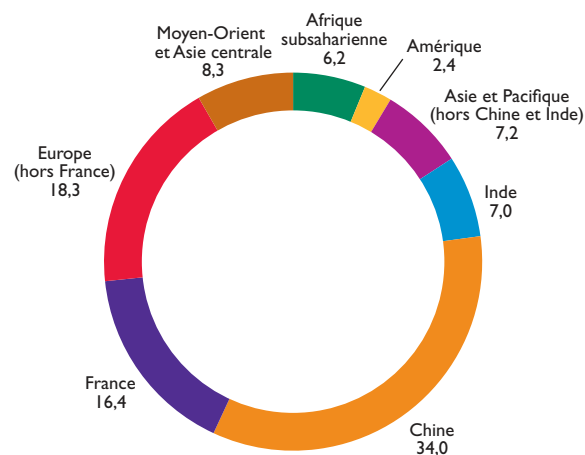
Sources : BEAC et administrations nationales.

l'énergie a grandement pâti de la crise politique et sécuritaire, de nombreuses installations ayant subi d'importants dégâts, à l'instar du barrage de Boali qui alimente Bangui en électricité. L'amélioration de la situation sécuritaire a cependant induit une reprise des secteurs de l'énergie et de la construction. L'accord signé en septembre 2018 avec la société chinoise CGGC (China Gezhouba Group Co.) pour la construction du barrage hydraulique de Boali 2 a ainsi permis de lancer les travaux dès mars 2019. S'agissant du secteur tertiaire, qui représente 44,1 % du PIB en moyenne sur 2015-2019, il est principalement porté par le sous-secteur du commerce, restaurants et hôtels, et celui des banques et assurances. Ces deux sous-secteurs contribuent respectivement à 14,7 % et 16,5 % du PIB en moyenne sur la période 2015-2019. Le développement du secteur des transports et télécommunications (2,5 % du PIB en moyenne sur 2015-2019) a été freiné ces dernières années par l'insécurité du pays. Le lancement officiel en octobre 2019 du projet d'intégration de la fibre optique *Central African Backbone* (CAB), suspendu depuis 2013, et visant à relier la Centrafrique aux autres pays de la sous-région, s'inscrit dans le contexte de reprise économique, en lien avec la relative normalisation de la situation politique.

**La balance courante de la Centrafrique est structurellement déficitaire, le pays étant fortement dépendant**

### Destinations des exportations de la Centrafrique (2014-2018)

(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

**dant d'importations agricoles et énergétiques.** La faible diversification de la production ne permet pas d'assurer l'autonomie agricole du pays, qui importe l'essentiel de ses produits de première nécessité depuis le Cameroun, par l'axe routier reliant Douala, la capitale économique du Cameroun, à Bangui. La Centrafrique est également très dépendante de ses importations pétrolières, à hauteur de 22,2 % des importations

totales sur la période 2015-2019, qui rendent le pays particulièrement vulnérable aux variations des prix du pétrole. En dépit de la situation détériorée des comptes courant et financier, le solde global de la balance des paiements demeure faiblement négatif grâce à la bonne tenue du compte de capital, alimenté par les dons et transferts internationaux (subventions à projets).

**Les finances publiques centrafricaines sont particulièrement fragiles en raison de la situation sécuritaire du pays.** L'État ne contrôle en effet qu'un tiers du territoire et la mobilisation des ressources intérieures reste ainsi très limitée (8,9 % du PIB en 2019). L'essentiel du financement de l'État provient des dons extérieurs et des financements des bailleurs multilatéraux. La dette publique de la Centrafrique est composée aux trois quarts de dette externe, détenue pour moitié par des créanciers multilatéraux, principalement le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**La croissance économique en Centrafrique s'est accentuée en 2019, pour s'établir à 4,3%, contre 3,8% en 2018, mais ralentirait à 0,5% en 2020 dans le contexte de la crise de la Covid-19.** La Centrafrique a ainsi poursuivi en 2019 le redressement de son activité économique après la crise sécuritaire de 2013. L'Accord pour la paix et la réconciliation, signé le 6 février 2019, apporte en effet un relatif apaisement politique, propice à la croissance.

**Les activités agricoles ont connu une évolution mitigée en 2019.** Les productions vivrières (manioc, maïs et arachide) ont augmenté de 5,5%, contre 2,5% en 2018, tandis que le cheptel s'est développé de 23,8%, contre 9,8%. Les cultures industrielles ont toutefois globalement ralenti en 2019, après plusieurs années de croissance. Les exportations de café et de coton ont ainsi reculé respectivement de 20,3% et 65,9%, en raison des difficultés de gestion dans ces secteurs et de l'insécurité, selon le FMI. La production de bois a accusé une légère diminution en 2019 (-2,9%), après avoir connu une croissance continue depuis 2015. Quant aux exportations de diamants, elles ont fortement reculé en 2019, s'établissant à 25,3 milliers de carats, après 80,3 milliers en 2018. La situation du secteur diamantaire ne devrait en outre

pas connaître de redressement en 2020 : la crise de la Covid-19 a durement affecté le secteur en Centrafrique, non seulement à la suite de l'effondrement du cours du diamant brut, mais également à cause du blocage des exportations lié à la suspension des vols aériens.

**S'agissant du secteur secondaire, la construction a confirmé sa croissance, reflétant la dynamique enclenchée de reconstruction du pays.** Le secteur connaît en effet une progression continue depuis 2016 et sa part dans le PIB s'établit à 1,9% en 2019, après 1,6% et 1,8% respectivement en 2017 et 2018. La relance du secteur industriel dépend néanmoins de la capacité de l'État à apurer ses arriérés envers les entreprises.

**En dépit de tensions inflationnistes persistantes, le taux d'inflation de la Centrafrique s'établit à 2,8% en 2019, donc sous le plafond de convergence de la CEMAC fixé à 3%, mais devrait le dépasser en 2020.**

Les difficultés d'approvisionnement liées à la dégradation des conditions sécuritaires dans le pays, avec notamment le blocage de la principale route commerciale entre Bangui et le Cameroun, avaient alimenté les pressions inflationnistes. La stabilisation relative de la sécurité ayant permis d'améliorer l'approvisionnement, les tensions sur les prix s'étaient largement résorbées en 2018, mais les incidents sporadiques de 2019 ont conduit à une remontée du taux d'inflation. En 2020, l'inflation devrait poursuivre sa hausse dans le contexte de la crise de la Covid-19 et atteindre 3,7%. Les mesures décidées afin d'endiguer la propagation du virus ont en effet conduit au blocage de certains axes de communication, recréant des difficultés d'approvisionnement et donc des tensions sur les prix.

**Sur le plan extérieur, le déficit des transactions courantes a continué de régresser en 2019, s'établissant à 6,3% du PIB, après respectivement 12,0% et 8,5% en 2017 et 2018.** Le solde global de la balance des paiements s'est également amélioré

### Activité économique et inflation en Centrafrique

(en %)

	2017	2018	2019	2020 <sup>a)</sup>
<b>Variation annuelle du PIB</b>	4,5	3,8	4,3	0,5
<b>Inflation (en moyenne annuelle)</b>	4,2	1,7	2,8	3,7

a) Prévisions.

Source : BEAC.

en 2019, à - 1,2% du PIB, contre - 1,8% en 2018, à la suite notamment de la progression du compte de capital (projets subventionnés) et de la forte augmentation des investissements directs étrangers.

**Le solde budgétaire global (base engagements, dons compris) a dégagé un excédent de 2,9% du PIB en 2019, confirmant l'effort de consolidation budgétaire.** Cet excédent s'explique surtout par l'augmentation de 3,3% des recettes budgétaires liées aux efforts de rationalisation et de transparence dans la gestion des finances publiques. La mobilisation des recettes intérieures demeure cependant faible, à 8,9% du PIB en 2019. Les dons extérieurs, qui incluent les annulations de dettes au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), ont progressé de 55,8% en 2019 et continuent d'assurer une part importante du financement de l'État, à 56,9% des recettes totales. En 2020, les finances publiques seraient lourdement pénalisées par l'impact de la pandémie et, en dépit d'un effort de réduction des dépenses non prioritaires, le solde budgétaire global devrait s'établir à - 5,2% du PIB.

**En liaison avec l'amélioration du solde budgétaire, la dette publique a continué de baisser en 2019, à 40,9% du PIB, contre 48,1% en 2018.** La dette intérieure est principalement constituée d'arriérés intérieurs (salaires publics, dettes commerciales et bancaires), faisant l'objet d'un apurement progressif. La dette extérieure, qui représente 36,1% du PIB en 2019 d'après la dernière analyse de viabilité de la dette du FMI (décembre 2020), demeure excessivement élevée au regard de la faiblesse des exportations du pays et de la faible mobilisation des ressources intérieures. Le pays demeure ainsi exposé à un risque global élevé de surendettement, renforcé dans le contexte de la crise de la Covid-19 au vu des fortes incertitudes pesant sur la reprise de l'activité économique. En dépit du ralentissement économique, le FMI comme les autorités nationales prévoient pour 2020 un léger recul de la dette publique rapportée au PIB.

**Après l'arrivée à échéance de la facilité élargie de crédit (FEC) mise en place en 2016, un nouveau programme a été approuvé par le FMI fin décembre 2019 pour 83,55 millions de droits de tirage spéciaux (DTS).** Ce programme vise i) à consolider la croissance et maintenir la stabilité macroéco-

nomique, ii) à renforcer la capacité administrative, la gouvernance et le climat des affaires, et iii) à répondre aux besoins prolongés de la Centrafrique en matière de balance des paiements. La mobilisation des ressources intérieures est un objectif essentiel de ce programme (rationalisation des exemptions fiscales, digitalisation de l'administration fiscale, renforcement des procédures douanières, etc.) afin de limiter le risque de non-soutenabilité de la dette.

**Dans le contexte de la crise de la Covid-19, un programme de facilité rapide de crédit (FRC) a en outre été mis en place en avril 2020 pour un montant de 27,85 millions de DTS.** La Centrafrique a également bénéficié d'un allègement du service de la dette par le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (Fonds fiduciaire ARC) du FMI à hauteur de 2,96 millions de DTS pour la première tranche (avril 2020) et 2,92 millions de DTS pour la seconde tranche (octobre 2020).

**Le secteur bancaire, dont la solidité s'est renforcée en 2019, devrait faire face à une baisse d'activité en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19.** Le total agrégé du bilan du système bancaire s'est accru de 8,0% en 2019, pour atteindre 296 milliards XAF. Les dépôts collectés ont en effet progressé, pour s'établir à 196 milliards, soit une hausse de 5,4% alimentée notamment par les dépôts privés, en hausse de 13,6%, alors que les dépôts publics ont marqué un recul de 5,5%. Un ajustement des résultats antérieurs, faisant plus que compenser les pertes sur créances irrécouvrables, a permis une progression du résultat net du secteur bancaire de 25,5% en 2019. Ainsi, le taux de rentabilité (résultat net/fonds propres) et le taux de marge nette (résultat net/produit net bancaire) atteignent respectivement 7,1% et 19,5% en 2019, contre 5,6% et 15,6% un an plus tôt. Parallèlement, le taux brut de créances en souffrance a continué de reculer, pour s'établir à 15,8% (contre 25,3% et 17,7% respectivement en 2017 et 2018), en lien avec la sortie du bilan des créances irrécouvrables. Avec la crise de la Covid-19, les banques centrafricaines pourraient faire face à une baisse du niveau des dépôts, ainsi que des crédits, dans un contexte de ralentissement économique. Cependant, le niveau des créances en souffrance ne semble pas être encore affecté, mais pourrait l'être en 2021, comme la dégradation des portefeuilles ne se matérialise généralement qu'avec un effet retard.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Le principal défi du pays est politique et consiste dans le rétablissement de la sécurité sur l'ensemble du territoire.** Les autorités centrafricaines ne contrôlent en effet qu'environ un tiers du territoire et leur légitimité est contestée par différents groupes armés. L'accord de paix de février 2019 doit permettre de rétablir un climat de sécurité dans le pays. Cependant, les tensions demeurent importantes, comme en témoignent les incidents sporadiques qui font de nombreuses victimes malgré le déploiement de la mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) depuis avril 2014. Le mandat de la Minusca a été renouvelé en novembre 2020 et sa force, constituée de 11 650 militaires et 2 080 policiers, est chargée d'appuyer le processus de paix, comme cela a été notamment le cas lors des élections générales de fin 2020-début 2021.

**En lien avec le rétablissement de la sécurité, la gestion des personnes déplacées et des réfugiés, dont le nombre n'a cessé d'augmenter depuis l'éclatement de la crise en 2013, constitue un enjeu crucial.** D'après le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, les réfugiés et déplacés internes étaient respectivement 626 838 et 641 292 à fin octobre 2020<sup>1</sup>, pour une population de 4,7 millions d'habitants.

**L'amélioration des indicateurs de développement, qui demeurent parmi les plus faibles du monde, apparaît essentielle pour un développement soutenable du pays.** D'après les données du Pnud, la Centrafrique est classée, selon l'indice de développement humain (IDH), 188<sup>e</sup> sur 189 pays en 2019. La part de population employée sous le seuil de pauvreté (à savoir 1,90 dollar par jour et par habitant) atteint 66,3 % et l'espérance de vie est inférieure à 53 ans. L'accès aux services de base est faible, près de la moitié de la population n'ayant pas accès à l'eau potable, tandis que 32,4 % seulement de la population a accès à l'électricité. Dans son analyse de demande de programme FEC de janvier 2020, le FMI estime que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire à fin juillet 2019 s'élève à 2,9 millions, soit 60 % de la population du pays.

<sup>1</sup> <http://data2.unhcr.org/fr/situations/car>

**L'amélioration de la situation économique et sociale en Centrafrique est en outre fortement contrainte par l'épidémie de Covid-19.** Si le pays a été relativement épargné du point de vue épidémiologique (4 800 cas et 62 décès à fin décembre 2020 selon les chiffres du Gouvernement), les conséquences économiques de la pandémie seront significatives à court et moyen terme. Alors que la Centrafrique fait déjà partie des pays les plus vulnérables au monde sur le plan du développement humain, la pandémie pourrait déclencher une crise sociale. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2,4 millions de personnes sont en effet en situation d'insécurité alimentaire sévère sur la période mai-août 2020, contre 1,6 million selon les prévisions initiales.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Les autorités centrafricaines ont adopté en octobre 2016 un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (2017-2021) dont l'objectif est de favoriser une paix et une reprise économique durables.** Le plan s'articule autour de trois piliers : i) soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ; ii) renouveler le contrat social entre l'État et la société ; et iii) assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Selon le FMI (*Country Report*, n° 20/1, janvier 2020), les progrès dans sa mise en œuvre ont été variables, notamment en matière de désarmement et de réintégration des ex-combattants, avec seulement 261 combattants démobilisés dans les régions de l'Ouest pour un objectif de 5 000 annoncé en janvier 2019. Des avancées sont cependant notables, en particulier dans le secteur de la santé (pilier 2) et la construction de routes (pilier 3).

**L'État tente de rationaliser et de favoriser le développement d'un certain nombre de filières économiques afin d'élargir la base productive du pays, mais aussi de mettre fin aux activités illégales, et d'instaurer un système performant en matière de prélèvements obligatoires.** La restructuration de la filière coton, qui a longtemps représenté une source d'emplois et de revenus essentielle à la population rurale, apparaît à ce titre cruciale. Celle-ci a commencé dès 2017 avec le paiement de nombreux arriérés dus par l'État aux cultivateurs. Ensuite, la loi de juillet 2019 a créé l'Office national du coton (ONC), société publique à vocation



commerciale, qui doit permettre d'attirer les investisseurs et de développer les industries de transformation du coton. Les autorités centrafricaines tentent également de favoriser le développement du secteur minier, comme en témoigne l'organisation en février 2020 à Bangui de Sémica, le Salon international de l'énergie, des mines et des carrières. La révision en cours du Code minier illustre la volonté du Gouvernement de mieux structurer le secteur afin d'en favoriser le développement.

La structuration de ces différentes filières économiques est également un moyen pour l'État d'élargir l'assiette fiscale et, par là, d'augmenter la mobilisation des ressources intérieures, indispensable pour faire face aux besoins de financement du pays. La Centrafrique est en effet engagée dans un processus d'amélioration générale du recouvrement de l'impôt et les efforts ont notamment porté sur le renforcement des administrations fiscales et douanières et sur la dématérialisation des démarches.

## ANNEXE

### Centrafrique – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
<b>Ressources</b>	<b>1 467,7</b>	<b>1 683,3</b>	<b>1 813,2</b>	<b>1 855,8</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>1 081,5</b>	<b>1 203,3</b>	<b>1 233,6</b>	<b>1 301,1</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>386,2</b>	<b>479,9</b>	<b>579,6</b>	<b>554,6</b>
Biens	249,5	314,9	380,2	321,3
Services	136,7	165,1	199,3	233,3
<b>Emplois</b>	<b>1 467,7</b>	<b>1 683,3</b>	<b>1 813,2</b>	<b>1 855,8</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>1 064,5</b>	<b>1 167,5</b>	<b>1 260,7</b>	<b>1 265,3</b>
Publique	155,8	169,3	175,2	191,6
Privée	908,6	998,2	1 085,5	1 073,8
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>242,9</b>	<b>308,1</b>	<b>319,5</b>	<b>352,4</b>
Publique	164,6	229,0	242,3	274,6
Privée	61,2	62,6	66,3	77,8
Variations de stocks	17,2	16,4	10,9	0,0
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>160,3</b>	<b>207,7</b>	<b>233,0</b>	<b>238,0</b>
Biens	56,0	92,8	104,1	86,4
Services	104,3	114,9	128,9	151,6
Épargne intérieure brute	17,1	35,8	- 27,1	35,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 225,9	- 272,2	- 346,6	- 316,6
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>12,5</b>	<b>20,5</b>	<b>19,1</b>	<b>20,0</b>
Épargne intérieure nette	29,5	56,3	- 7,9	55,8
<b>Taux d'investissement (en% du PIB)</b>	<b>22,5</b>	<b>25,6</b>	<b>25,9</b>	<b>27,1</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	4,8	4,5	3,8	4,3
Déflateur du PIB	3,0	6,4	- 1,2	1,1
Prix à la consommation, en moyenne	2,7	4,2	1,7	2,8

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

## Centrafrique – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes totales</b>	<b>125,1</b>	<b>154,1</b>	<b>210,6</b>	<b>269,1</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>62,9</b>	<b>93,5</b>	<b>112,4</b>	<b>116,1</b>
<i>dont recettes non fiscales</i>	9,9	8,9	10,2	12,0
<b>Dons extérieurs</b> (dont annulations PPTE et IADM)	<b>62,2</b>	<b>60,6</b>	<b>98,2</b>	<b>153,0</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>130,8</b>	<b>166,8</b>	<b>205,9</b>	<b>231,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>99,1</b>	<b>113,0</b>	<b>129,7</b>	<b>139,5</b>
Salaires	55,9	57,0	61,3	65,1
Intérêts	5,8	3,8	5,1	4,7
<i>Sur la dette intérieure</i>	2,2	1,7	2,5	3,1
<i>Sur la dette extérieure</i>	3,6	2,1	2,6	1,6
Autres dépenses courantes	37,4	52,2	63,3	69,7
<b>Dépenses en capital</b>	<b>31,8</b>	<b>53,8</b>	<b>76,2</b>	<b>92,3</b>
Dépenses budgétaires	2,9	8,9	9,8	17,1
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	28,9	44,9	66,4	75,3
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire</b> (hors dons) <sup>a)</sup>	<b>- 35,5</b>	<b>- 26,3</b>	<b>- 24,5</b>	<b>- 38,8</b>
<b>Solde base engagements</b> (dons compris) <sup>b)</sup>	<b>- 5,8</b>	<b>- 12,7</b>	<b>4,7</b>	<b>37,3</b>
<b>Arriérés</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 14,0</b>	<b>- 29,7</b>	<b>- 36,8</b>
Arriérés intérieurs	- 6,0	- 9,0	- 29,7	- 36,8
Arriérés extérieurs	4,6	- 5,0	0,0	0,0
<b>Solde base caisse</b> <sup>c)</sup>	<b>- 7,2</b>	<b>- 26,7</b>	<b>- 25,0</b>	<b>0,5</b>
<b>Financement</b>	<b>7,2</b>	<b>26,7</b>	<b>25,0</b>	<b>- 0,5</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>6,8</b>	<b>23,1</b>	<b>24,9</b>	<b>2,6</b>
Bancaire	- 17,6	10,0	25,1	23,0
Non bancaire	24,4	13,1	- 0,1	- 20,5
<b>Financement extérieur</b>	<b>0,4</b>	<b>3,6</b>	<b>0,1</b>	<b>- 3,1</b>
Tirages sur emprunts	5,1	13,5	5,8	3,3
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 8,7	- 1,8	- 5,7	- 6,4
Réaménagement de la dette extérieure	4,0	- 8,1	0,0	0,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	5,8	7,8	9,1	8,9
Dépenses courantes	9,2	9,4	10,5	10,7
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	- 0,5	- 1,1	0,4	2,9
Dette publique	50,8	49,2	48,1	40,9

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

## Centrafrique – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 148,3</b>	<b>- 144,4</b>	<b>- 104,9</b>	<b>- 81,8</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 222,8</b>	<b>- 284,8</b>	<b>- 287,2</b>	<b>- 316,6</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>- 181,6</b>	<b>- 202,6</b>	<b>- 214,4</b>	<b>- 234,9</b>
Exportations de biens FOB	54,9	81,7	91,3	86,4
dont : bois	39,9	53,5	60,9	55,0
or	0,6	2,0	2,3	6,1
diamants	1,3	5,3	5,0	2,8
café	3,2	0,7	1,8	1,4
coton	0,1	0,5	1,0	0,3
Importations de biens CAF	- 264,8	- 362,9	- 385,5	- 394,7
Importations de biens FOB	- 236,5	- 284,2	- 305,7	- 321,3
dont : produits pétroliers	- 58,4	- 68,6	- 63,8	- 79,6
programmes d'investissements publics	- 9,0	- 14,8	- 21,5	- 23,1
billets BEAC	- 15,1	- 14,8	- 14,9	- 15,6
<b>Balance des services</b>	<b>- 41,1</b>	<b>- 82,2</b>	<b>- 72,7</b>	<b>- 81,7</b>
dont fret et assurances	- 28,2	- 78,6	- 73,4	- 67,3
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>12,5</b>	<b>20,5</b>	<b>19,1</b>	<b>20,0</b>
dont intérêts sur la dette	- 3,9	- 2,5	- 3,1	- 2,1
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>62,0</b>	<b>119,9</b>	<b>163,2</b>	<b>214,8</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>16,8</b>	<b>49,1</b>	<b>66,6</b>	<b>115,1</b>
dont aides budgétaires	38,4	21,2	37,6	80,2
<b>Autres secteurs</b>	<b>45,2</b>	<b>70,8</b>	<b>96,6</b>	<b>99,7</b>
dont transferts de fonds des migrants	1,5	2,3	1,3	1,3
<b>b - Compte de capital</b>	<b>70,6</b>	<b>78,1</b>	<b>92,5</b>	<b>99,1</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>53,4</b>	<b>80,9</b>	<b>8,2</b>	<b>- 47,8</b>
Investissements directs	- 1,7	10,0	5,4	16,3
Investissements de portefeuille	- 0,0	0,2	0,1	0,1
Autres investissements	55,1	70,7	2,6	- 64,1
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>21,6</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>14,2</b>	<b>16,8</b>	<b>- 17,7</b>	<b>15,4</b>
<b>e - Solde global (a + b + c + d)</b>	<b>- 10,1</b>	<b>31,3</b>	<b>- 21,9</b>	<b>- 15,1</b>
<b>Solde courant (en% du PIB)</b>	<b>- 13,7</b>	<b>- 12,0</b>	<b>- 8,5</b>	<b>- 6,3</b>
<b>Solde global (en% du PIB)</b>	<b>- 0,9</b>	<b>2,6</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,2</b>

Source : BEAC.

## Centrafrique – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	80	72	88	89
Moyen terme	54	50	57	51
Long terme	2	11	11	15
<b>Total</b>	<b>136</b>	<b>134</b>	<b>156</b>	<b>154</b>

Source : BEAC.

## Centrafrique – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>39</b>	<b>46</b>	<b>50</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>67</b>	<b>67</b>	<b>66</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>112</b>	<b>138</b>	<b>158</b>	<i>dont fonds propres</i>	56	62	61
Crédits au secteur public	11	14	6	<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>160</b>	<b>186</b>	<b>196</b>
<i>dont crédits à l'État</i>	10	10	2	<i>dont dépôts du secteur public</i>	17	18	17
Crédits au secteur privé	92	120	146	<i>dont dépôts du secteur privé</i>	134	154	175
Créances nettes en souffrance	3	3	7	<b>Opérations diverses</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>25</b>
Autres opérations avec la clientèle	5	2	1	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>9</b>
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>77</b>	<b>78</b>	<b>84</b>	Opérations de refinancement et comptes à vue avec la BEAC	1	0	0
Opérations monétaires				Autres opérations de trésorerie et interbancaires	11	15	9
et comptes à vue avec la BEAC	38	41	35				
Autres opérations de trésorerie et interbancaires	39	37	49				
<b>Autres postes de l'actif</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>5</b>				
(sommés déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)							
<b>Total</b>	<b>243</b>	<b>274</b>	<b>296</b>	<b>Total</b>	<b>243</b>	<b>274</b>	<b>296</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>72</b>	<b>26</b>	<b>52</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	1	0
Produits sur opérations avec la clientèle	13	11	13
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	57	12	36
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	1	2	2
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>50</b>	<b>4</b>	<b>29</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	1	0
Charges sur opérations avec la clientèle	2	2	2
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	47	1	27
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
4. Produits accessoires nets	0	0	0
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
6. Frais généraux	13	14	14
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	2	2
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>
9. Provisions nettes sur risques	5	- 1	- 1
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	0	- 3	- 5
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
12. Résultat exceptionnel net	0	- 1	- 1
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	3
14. Impôt sur les bénéfices	0	1	0
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Indicateurs d'activité du système bancaire

(coefficients et taux en %)

	2017	2018	2019
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	69,0	69,6	73,7
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	2,3	5,6	7,1
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	5,9	15,6	19,5
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	25,3	17,7	15,8
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	3,1	1,9	4,5
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	90,5	91,0	72,4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	34,3	28,5	31,8
<b>Rapport de liquidité</b>	227,4	198,6	179,0

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2017	2018	2019
Représentation du capital minimum	50	50	50
Couverture des risques	100	100	100
Limite globale de la norme de division des risques	100	100	100
Limite individuelle de la norme de division des risques	75	50	100
Couverture des immobilisations	100	75	100
Rapport de liquidité	100	100	100
Coefficient de transformation	100	100	100
Engagements aux apparentés	75	75	75
Adéquation des fonds propres	nd	nd	50

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.